CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957-1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 30 janvier 1958.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission de la France d'Outre-Mer (1) sur la proposition de résolution de M. HAÏDARA MAHAMANE tendant à inviter le Gouvernement à étudier et déposer un projet de loi modifiant les délais de distance en matière de procédure civile et commerciale dans les territoires de l'Afrique Occidentale Française.

Par M. MOTAIS DE NARBONNE

Sénateur.

Mesdames, Messieurs,

Notre collègue M. HAÏDARA Mahamane a déposé une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier et déposer un projet de loi modifiant les délais de distance en matière de procédure civile et commerciale dans les Territoires de l'Afrique Occidentale Française.

(1) Cette Commission est composée de : MM. Mamadou M'Bodje, *Président* ; Durand-Réville, Jules Castellani, Josse, *Vice-Présidents* ; Claireaux, Diallo Ibrahima, Arouna N'Joya, *Secrétaires* ; Paul Béchard, Boisrond, Cerneau, Courroy, Léon David, Delrieu, Hassan Gouled, Jacques Grimaldi, de Lachomette, Paul Longuet, Ménard, Jean Michelin, Motais de Narbonne, Marius Moutet, Plait, Quenum-Possy-Berry, Razac, Satineau, Yacouba Sido, Raymond Susset, Symphor, Fodé Mamadou Touré, Zafimahova.

Voir le numéro :

Conseil de la République : 56 (session de 1957-1958).

Vous serez sans doute surpris d'apprendre qu'actuellement la question est régie, en A. O. F., par un décret du 29 mai 1913, époque où les communications à l'intérieur de l'Afrique étaient particulièrement longues, difficiles et précaires.

En effet, en 1913, les moyens ordinaires de déplacement à l'intérieur de l'Afrique étaient le chameau dans les zones sahéliennes, le cheval dans les zones soudaniennes, et dans les zones forestières, lorsqu'il n'était pas possible d'employer la pirogue, la seule ressource était la marche à pied.

L'étape moyenne journalière était de 25 à 30 kilomètres. Aussi bien les voies de communication existantes, des pistes ou des sentiers, étaient-elles jalonnées de gîtes d'étapes tous les 25 kilomètres environ.

On comprend que les délais fixés par le décret de 1913 en matière de procédure civile et commerciale aient été calculés en fonction de la lenteur et de la difficulté des déplacements. L'exemple que cite notre collègue M. HAÏDARA dans son exposé des motifs est particulièrement significatif : dans le cas d'un procès qui s'est déroulé à Bamako entre deux plaideurs, habitant l'un Ségou et l'autre Dakar, les délais d'appel ont été de sept mois et huit jours.

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que la situation a considérablement évolué. Des chemins de fer, des routes, des aérodromes ont été installés et leur réseau s'accroît chaque année. Les villages importants sont maintenant desservis, sinon encore par des routes importantes, du moins par des pistes automobiles carrossables toute l'année. Néanmoins, pour beaucoup de plaideurs, les distances demeurent encore ce qu'elles furent dans le passé, et s'il convient de reprendre de façon urgente cette importante question, en vue de raccourcir les délais de distance en matière de procédure civile et commerciale et de contribuer ainsi à accélérer le cours déjà naturellement lent de la justice, il faudra tenir compte de certaines réalités dans le cas de certains itinéraires.

C'est pourquoi votre Commission de la France d'Outre-Mer vous propose de bien vouloir adopter la proposition de résolution dont la teneur suit :

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à étudier et à déposer un projet de loi modifiant les délais de distance en matière de procédure civile et commerciale dans les Territoires de l'Afrique Occidentale Française.